

LA SHC ET LES ARCHIVES

Craig Heron, York University

Les archives sont encore des institutions essentielles au travail des historiens. On peut bien numériser et afficher sur les sites Web autant de documents que l'on veut, il n'en demeure pas moins que l'historien aura toujours besoin de retourner au concret en ouvrant des boîtes de dossiers poussiéreux et en examinant des vieux documents. Depuis le printemps dernier, la SHC est intervenue vigoureusement dans deux débats qui concernent la gestion de deux grandes institutions d'archives canadiennes.

Les archives de l'Église Unie du Canada

La SHC apprenait en mai dernier la fermeture prochaine des archives de l'Église Unie, situées à l'Université Victoria, sur le campus de l'Université de Toronto. La Société a exprimé son désaccord sur cette décision dans une lettre bien sentie, et s'est jointe à la « Coalition Sauvez les archives » pour participer, au cours de l'été, à une série d'assemblées réunissant des gens de tous horizons que cette fermeture affecterait (archivistes, bibliothécaires, historiens, syndicalistes, fidèles de l'Église, etc.).

L'objectif de cette coalition était de convaincre l'Église Unie et l'Université Victoria de revenir sur leur décision et de garder les archives à leur endroit actuel, afin qu'elles puissent bénéficier de l'expertise de leurs employés (à qui on avait signifié leur congé) et de l'appui financier de l'Université. Au début d'octobre, la Coalition a lancé un site Web et une pétition en ligne qui a recueilli plus de 2 300 signatures, et a dépêché une délégation auprès de l'Église et de l'Université.

À la mi-octobre, l'Église Unie annonçait qu'elle rouvrirait ses archives, mais dans l'édifice de son bureau principal, situé en banlieue. Cette mesure ne convenait pas entièrement à la Coalition, qui craignait que sans l'appui financier de l'Université Victoria et sans la présence du personnel actuel pour assurer la transition, la qualité du service offert aux archives périclît inévitablement. Le 31 octobre, la Coalition fit parvenir une autre lettre ouverte à Mme Sanders et au professeur Gooch, pour leur rappeler l'intérêt que le public porte à cet important centre de recherche; elle les a aussi vivement incités à réévaluer la possibilité que le centre demeure à Victoria, grâce au fonds qu'amasserait à cette fin une nouvelle campagne de financement. Il est prévu que les archives fermeront leurs portes le 21 décembre pour les rouvrir au début de mai.

Bibliothèque et Archives Canada

Pendant ce temps, au mois d'août plus précisément, la SHC apprenait que Bibliothèque et Archives Canada (BAC) allait dramatiquement réduire ses heures de service à partir du

1^{er} septembre. La Société a exposé poliment ses objections à cette mesure dans une lettre adressée au Bibliothécaire et Archiviste du Canada, M. Ian Wilson, dans laquelle elle demandait instamment de tenir en bonne et due forme des séances de consultations publiques avant de mettre en vigueur de tels changements d'horaire. Sa lettre restant sans réponse, la Société a alors lancé un appel sur H-Canada, en joignant les historiens que la réduction de service préoccupait d'écrire au chef des Services à la clientèle, comme le suggérait le communiqué de presse de BAC. De son côté, Heather Steele, la représentante du Comité des étudiants diplômés au Conseil de la SHC, a fait circuler une pétition en ligne pour protester contre les nouvelles heures de service, pétition qui allait compter plus de 350 signatures au début de septembre et plus de 500 par la suite. La Société a aussi reçu de nombreuses lettres, dont une du département d'histoire de l'Université du Nouveau-Brunswick, qui protestaient contre les nouvelles heures de service, les jugeant tout simplement inacceptables. BAC tint une réunion, mal annoncée, le 14 septembre, à laquelle se présentèrent une soixantaine de clients furieux, qui ne se gênèrent pas pour critiquer sévèrement de nombreux aspects du service de BAC.

Il apparut bientôt clairement que les réponses que BAC fournissait à toutes ces récriminations, même la réponse tardive de M. Wilson à la première lettre de la Société, étaient de simples lettres types expliquant que l'essentiel des ressources était désormais détourné au profit des services électroniques; pas un mot sur les problèmes que causerait la réduction de l'accès à de nombreux types de chercheurs. Le 26 septembre, j'écrivais donc une lettre ouverte à Ian Wilson dans laquelle je résumais les inquiétudes exprimées par de nombreuses personnes et je lui réitérais ma demande qu'il organise des séances de consultation publique. Je l'invitais aussi à convoquer immédiatement une réunion pour discuter de toutes ces questions et lui faisais part de mon intention de venir accompagné des représentants de tout groupe partageant mes préoccupations. Une semaine plus tard, et sans aucun doute après avoir reçu une avalanche de lettres, BAC annonçait la création d'un nouveau Conseil consultatif sur les services. Cela répondait en partie aux revendications de la Société, mais il fallait aussi que BAC rétablisse les anciennes heures de service, du moins jusqu'à ce que le nouveau Conseil consultatif se soit penché sur la question.

Le 23 octobre, M. Wilson recevait une délégation des représentants des dix organisations suivantes : la SHC et son Comité des étudiants diplômés, le Algonquin Nation Secretariat, l'Association des cartothèques et archives

cartographiques du Canada, la British Isles Family History Society of Greater Ottawa, l'Institut d'histoire de l'Amérique française, le National Council on Public History, l'Ontario Historical Society, la Société pour l'étude de l'architecture au Canada, et le Writers' Union of Canada. Avant la réunion, les membres de cette délégation s'étaient tous entendus pour exiger le retour aux anciennes heures de service en attendant que le Conseil consultatif sur les services entame son travail.

M. Wilson a expliqué que BAC avait les mains liées par son nouveau mandat, plus vaste, qui l'oblige à conquérir un nouveau public (particulièrement celui des écoles) par l'intermédiaire de services en ligne; malheureusement, pour atteindre cet objectif, BAC n'a pas reçu de fonds supplémentaires et doit donc financer ses nouvelles activités de numérisation en puisant dans les ressources des autres programmes existants. Les membres de la délégation ont fait valoir que ce changement d'orientation défavorisait trop sévèrement la clientèle plus traditionnelle des chercheurs. Après de longues discussions, M. Wilson a fini par accepter de revoir bientôt la réduction des heures de service.

Les représentants des dix groupes ont reconnu que la réunion avait été fructueuse. Par la suite, ils ont assuré M. Wilson qu'il pouvait compter sur leur collaboration pour faciliter le travail du nouveau Conseil consultatif sur les services; ils se sont aussi dits prêts à l'aider d'une manière ou d'une autre pour assurer la stabilité financière de BAC. Nous attendons présentement des nouvelles au sujet des heures de service et du début des activités du nouveau Conseil vers la fin de novembre.

Veillez consulter le site Web de la SHC pour connaître les plus récents développements dans ce dossier.

